



Le **GREAF** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 038

" Réfléchir à changer "

Février 2014

Causes et conséquences des conflits au Mali



Massa Coulibaly

Editorial



Dans l'enquête Afrobaromètre de décembre 2012, les maliens mettaient en avant comme étant les premières causes de la grave crise sociopolitique que traversait leur pays, le manque de patriotisme des dirigeants et la faiblesse de l'Etat. En ce temps, la plupart des maliens avaient perdu confiance en la classe politique et en les politiciens. Une année plus tard, cependant, une enquête Afrobaromètre de suivi (décembre 2013) révèle que les terroristes étrangers, la corruption et la convoitise des ressources naturelles sont plutôt les premières causes du conflit et de l'occupation du Nord.

Le changement de perceptions sur cette question en l'espace d'une année s'explique par

le changement dans la nature et l'amplitude de la crise. La crise est passée de l'occupation des deux tiers du territoire à la guerre en passant par l'intensification du radicalisme dans la gestion par les occupants des zones occupées et la multiplication de leurs actes d'interdiction et de punition. Ensuite, le changement de perceptions s'explique aussi par l'organisation pacifique d'élections présidentielles et législatives avec des taux record de participation du citoyen malien à de telles opérations depuis l'avènement de la démocratie en 1992.

Un des défis majeurs de la gouvernance demeure le maintien et l'approfondissement de la confiance entre les maliens et leur classe dirigeante. Pour ce faire, les mesures de perceptions des populations aident à traquer la volonté populaire et à mettre la politique au service de cette volonté et non l'inverse.

Massa Coulibaly

Introduction

Du 17 décembre 2013 au 5 janvier 2014, il a été mené sur le terrain une enquête Afrobaromètre au titre d'un round spécial pour traquer les perceptions populaires des maliens sur "Démocratie, gouvernance et réconciliation nationale". Celles-ci ont été pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans la population du pays relativement ici aux causes et conséquences des événements récents d'occupation et de conflit du Nord.

1. Causes des événements récents d'occupation et du conflit du Nord

Les causes du conflit sont relativement nombreuses, allant de l'arrivée de terroristes étrangers sur le sol national au coup d'Etat militaire en passant par la corruption, l'incompétence ou le manque de patriotisme des dirigeants maliens, etc. A ces raisons s'ajoute sans doute le trafic de drogue dont sont soupçonnés les rebelles et groupes islamistes ainsi que des étrangers voire le crime organisé transnational.

En décembre 2012 quand on interrogeait les maliens sur les causes de la crise que le pays traversait, ils plaçaient en tête de celles-ci le manque de patriotisme des dirigeants, la faiblesse de l'Etat, les terroristes étrangers et l'incompétence de la classe politique, quatre raisons qui comptaient pour plus des deux tiers de l'ensemble des causes évoquées (68% plus précisément). Quand on sait que les terroristes étrangers comptaient pour seulement 11%, on s'aperçoit que les trois raisons principales étaient d'ordre interne, pour 57% au total, avec 67% pour les répondants à l'enquête de Ségou et 69% ceux de Sikasso.

Lorsqu'on a posé la même question en décembre 2013, au sortir donc de l'occupation des deux tiers du territoire national, les terroristes étrangers étaient de loin la première cause des événements d'occupation et de conflit du Nord. Le manque de patriotisme des dirigeants était relégué au cinquième rang, supplanté donc par la corruption, la convoitise des ressources naturelles et la faiblesse de l'Etat. Sur les 9 raisons évoquées, le manque de développement du Nord se classe 8^{ème}, juste avant le coup d'Etat qui occupe la dernière place, sauf dans les régions directement concernées où il occupe les 4^{ème}, 5^{ème} et 7^{ème} place respectivement à Tombouctou, Gao et Kidal.

Il a toujours été dit que le trafic de drogue était une des causes majeures de la crise du Nord et donc de l'occupation et du conflit armé, et que plus généralement, le trafic en tout genre était l'enjeu fondamental entre tous les acteurs intervenant dans la bande sahélo-saharienne, trafic de drogue, d'armes, de cigarettes, d'êtres humains, etc. Parmi les auteurs les plus impliqués dans ce trafic, figurent en tête les rebelles, le crime organisé transnational et les groupes islamiques.

2. Effets du conflit

C'est sous l'occupation en 2012 que l'usage de la violence pour une bonne cause est apparue comme une nécessité pour la plus grande proportion de maliens (28%), proportion jamais atteinte dans les rounds précédents (entre 15 et 24%) ni même dans le round spécial de 2013 (24%). Une autre des conséquences les plus visibles et les plus médiatisées est le déplacement de populations, qu'elles soient réfugiées dans les pays voisins ou déplacées internes dans leurs régions d'origine ou ailleurs dans le pays. Ainsi, 6% des personnes interrogées à l'intérieur du

pays déclarent avoir été ou être encore déplacées dont près de la moitié déjà de retour dans leurs localités d'origine. Sans commune mesure, le phénomène de déplacement de populations a surtout touché les régions du Nord avec en tête Tombouctou (35% de sa population des 18 ans et plus) suivie de Kidal (34%) et de Gao (22%).

Tableau 1. Avoir été ou être encore déplacé et région d'origine (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Déplacé dont	0.0	4.1	0.0	4.3	3.5	35.2	22.4	34.2	7.0	5.9
de retour	0.0	0.0	0.0	0.0	0.5	33.4	20.1	24.4	0.0	2.7
avec intention de retour	0.0	2.5	0.0	3.2	2.6	1.5	1.4	9.8	5.3	2.5
sans intention de retour	0.0	1.6	0.0	1.1	0.3	0.3	0.9	0.0	1.7	0.7
Région d'origine										
Mopti	.0	.6	.0	.0	1.4	.0	.0	.0	.8	.4
Tombouctou	.0	1.1	.0	2.7	1.1	34.6	.3	.0	3.3	2.9
Gao	.0	1.8	.0	1.1	1.0	.3	22.1	.0	2.5	1.1
Kidal	.0	.6	.0	.5	.0	.3	.0	34.2	.4	1.5

Il ressort des données de l'enquête qu'au total, 19% des personnes interrogées ont été personnellement affectées d'une manière ou d'une autre par les événements récents d'occupation et de conflit du Nord, 25% à travers un membre de leurs familles et 29% dans un cas ou dans l'autre (i.e. personnellement ou à travers un membre de la famille). Pour l'ensemble des zones occupées, ces pourcentages sont respectivement de 60, 69 et 72% contre seulement 13, 19 et 23% dans les zones non occupées. Dans les régions du Nord, Kidal aura été la région la plus touchée en terme de proportion de population affectée d'une manière ou d'une autre par le conflit. De l'autre côté, Gao est la seule région où il y a proportionnellement plus de gens affectés directement par le conflit que par d'autres membres de leurs familles.

Tableau 2. Personnellement affectée ou par un membre de la famille par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Personnellement	5	11	9	6	31	63	79	88	17	19
Famille	10	15	10	14	44	75	64	91	30	25
Personnellement ou famille	13	18	18	14	48	81	80	91	32	29

En regardant certaines formes particulières d'affectation, il ressort que Gao a connu les plus forts taux de punitions selon la charia (15% ici contre 1% dans tout le pays et 2.5% dans l'ensemble des zones occupées) et de harcèlement sexuel ou viol (3.1% contre 0.2% respectivement 0.5%). De même, Tombouctou enregistre la plus forte prévalence en matière de tortures, pour 5% contre moins de 1% au total ou encore 3% dans les seules zones occupées. Il faut signaler que 6% des répondants déclarent que des membres de leurs familles sont morts des suites de l'occupation et du conflit, taux qui est de 26% à Kidal, 16% à Tombouctou et 8% à Gao et Mopti chacune. La prévalence de la punition de membres de famille selon la charia est de 23% à Tombouctou et 21% à Kidal contre 14% à Tombouctou respectivement Mopti. L'agression physique et la torture ont été les plus pratiquées à Tombouctou et Kidal (29% respectivement 19% dans chacune d'elles).

3. Comment s'en sortir

En 2013 comme en 2012, il avait été demandé aux personnes enquêtées de dire comment sortir d'un régime élu mais corrompu et incompetent. Cette question est devenue de nos jours une préoccupation majeure de tous ceux qui s'intéressent aux pays en transition de la dictature à la démocratie ou de la négation des droits humains à la liberté ou aux pays qui sortent d'une

grave crise sociopolitique comme le Mali où en 2012 un coup d'Etat militaire a renversé le pouvoir élu de ATT mais visiblement incapable de faire face aux nouveaux défis de sécurité, d'unité nationale et de défense de la patrie. Les manifestants d'Egypte et de Tunisie ont encore porté plus haut cette question qui finalement relève de la volonté des peuples à se prendre en charge eux-mêmes face à des régimes qui ont perdu toute légitimité, laquelle légitimité semble pourtant les avoir hissés hier au pouvoir.

Au-delà de la crise sécuritaire et de l'occupation d'une portion deux fois plus grande que ce qui restait du Mali, la guerre a éclaté en janvier 2013. Aussi, la question "Par quelles voies peut-on sortir de la crise actuelle" de 2012 a-t-elle été remplacée en 2013 par celle-ci "Combien les options suivantes peuvent-elles aider à résoudre le conflit". En 2013, les options de réponses privilégiées vont d'un Etat fort au développement des régions du Nord en passant par l'éducation et la nécessité de rendre justice à tous ceux qui auront été impliqués. Les choix portaient par contre, en 2012, sur le dialogue entre l'Etat et les groupes armés, la guerre contre les groupes armés du Nord avec ou sans l'appui de la CEDEAO et finalement seulement un Etat fort.

La sécession des régions du Nord est portée comme option par les régions de Kayes (16%), Mopti (13%) et Sikasso (12%) contre 4% à Tombouctou, 2% à Gao et 0% à Kidal. Comment comprendre ces résultats quand on sait que l'autonomie et l'indépendance sont les maîtres mots des groupes rebelles du Nord, la sécession étant plutôt prônée par les régions apparemment les moins affectées directement par le conflit, Kayes et Sikasso. Ces régions perçoivent-elles en les interventions multiformes dans le Nord comme signe de leur abandon par les pouvoirs publics et leurs partenaires, empêtrées pourtant elles aussi dans de sérieux problèmes de développement économique et social avec d'ailleurs Sikasso constamment classée comme étant la région la plus pauvre du pays?

La récurrence des mouvements rebelles et terroristes au Nord fait douter de l'avènement d'une paix durable dans ce septentrion et donc dans tout le pays. Néanmoins, près de deux maliens sur trois (65%) estiment que la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement et les rebelles du Nord soit probablement la base d'une paix durable au Mali, à raison de 34% de peu probable et de 31% de très probable, pourcentages qui ne dépendent pas significativement du statut de zones occupées ou non par les forces jihadistes et rebelles. On le croit encore moins à Gao (51% dont seulement 18% de très probable) mais encore plus à Mopti (72% dont 49% de très probable).

Conclusions

Pour rendre justice, les populations des zones hier sous occupation jihadiste ou rebelle doivent être prioritairement écoutées. De même, où qu'elles se trouvent, les personnes qui ont été affectées, personnellement et/ou à travers des membres de leurs familles, ne peuvent être ignorées. Au contraire, elles doivent être identifiées et ciblées par la réconciliation nationale, sinon, il y a risque que ces populations ne perçoivent le reste de la société comme étant indifférent à leur sort voire comme étant complice tacite de leurs agresseurs. Il faut retenir que la demande populaire est à l'organisation d'élections libres, transparentes et honnêtes, sans possibilité de falsification des résultats sortis des urnes, et également au maintien et à l'approfondissement de la confiance des populations en leur classe dirigeante, toute chose ne pouvant se faire que par la satisfaction des besoins essentiels desdites populations, notamment dans les domaines de la justice, du développement et de la sécurité.